

## Mobilisation en AURA – 5 au 15 janvier 2026

### En amont, depuis décembre 2025 :

\* **messages pour blocage des agendas**, à nos adhérents mais aussi à nos relais locaux, proposition de faire « tout ce qu'on peut » : blocage total, fermeture partielle, non alimentation DMP, mail au médecin conseil

\* **sondage montrant une mobilisation importante des MG sur le territoire** (2/3 prêts à fermer qq jours, 1/3 bloquant les 10j, 1/3 pensant se rendre à Paris (plusieurs réponses possibles)

\***proposition d'affiches et de communications pour les cabinets.**

Les **affiches avec QR codes** sont **départementales** et permettent aux patients d'envoyer directement un message à tous les députés et sénateurs dudit département (merci merci à Quentin Vasselon, secrétaire MG42)

 <p><b>Budget de la sécu : ça ne passe plus</b></p> <p>FRANCHISE MEDICALE La sécu vous « gardait » 2 € par consultation et 1 € par boîte de médicament, les députés votent le doublement de ces sommes</p> <p>UN BUDGET INADAPTE Vieillissement de la population, précarisation... Les dépenses de santé augmentent ! Comment vous soigner sans moyens adaptés ?</p> <p>ALERTE SUR LES ARRETS DE TRAVAIL L'Assurance maladie met la pression à votre médecin pour réduire la durée des arrêts maladie dont vous avez besoin</p> <p><b>Dans votre intérêt et celui de la médecine traitante, Votre médecin se prépare à la grève du 05 au 15 janvier 2026</b></p>	 <p><b>DEBUT JANVIER 2026</b> <b>VOTRE MEDECIN TRAITANT SERA EN GREVE !</b></p> <p>Des projets de loi risquent d'empêcher votre médecin de vous soigner correctement en le contrignant à limiter ses prescriptions.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Des contraintes administratives en plus pour votre médecin : moins de temps pour vous soigner !</li> <li>➤ Une mise sous objectif de ses prescriptions par la CPAM : fin de l'indépendance professionnelle !</li> </ul> <p><b>Demain, votre médecin ne pourra plus vous soigner d'après vos besoins, mais selon ce que la CPAM lui permettra de vous prescrire...</b></p> <p><b>C'est votre santé qui est en danger !</b></p> <p><b>CABINET MÉDICAL</b> ICI IL NE RESTE PLUS QUE : - 13 jours d'arrêt de travail - 26 boîtes de Paracétamol - 9 bilans thyroïdiens</p>
 <p><b>DEBUT JANVIER 2026</b> <b>VOTRE MEDECIN TRAITANT SERA EN GREVE !</b></p> <p>Des projets de loi risquent d'empêcher votre médecin de vous soigner correctement en le contrignant à limiter ses prescriptions.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Des contraintes administratives en plus pour votre médecin : moins de temps pour vous soigner !</li> <li>➤ Une mise sous objectif de ses prescriptions par la CPAM : fin de l'indépendance professionnelle !</li> </ul> <p><b>Demain, votre médecin ne pourra plus vous soigner d'après vos besoins, mais selon ce que la CPAM lui permettra de vous prescrire...</b></p> <p><b>C'est votre santé qui est en danger !</b></p> <p>Si vous pensez que rationner les soins aux français est inacceptable,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Parlez-en à votre maire ou aux candidats aux municipales</li> <li>➤ Envoyez le message ci-dessous directement aux députés et sénateurs de votre département en scannant ce QR code :</li> </ul> <p>Je m'oppose aux orientations du gouvernement actuel, qui prétend limiter les prescriptions de mon médecin et l'empêcher de me soigner selon mes besoins !</p> <p>38</p> 	 <p><b>DEBUT JANVIER 2026</b> <b>VOTRE MEDECIN TRAITANT SERA EN GREVE !</b></p> <p>Des projets de loi risquent d'empêcher votre médecin de vous soigner correctement en le contrignant à limiter ses prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ des contraintes administratives en plus pour votre médecin : moins de temps pour vous soigner !</li> <li>➤ une mise sous objectif de ses prescriptions par la CPAM : fin de l'indépendance professionnelle !</li> </ul> <p><b>Demain, votre médecin ne pourra plus vous soigner d'après vos besoins, mais selon ce que la CPAM lui permettra de vous prescrire...</b></p> <p><b>C'est votre santé qui est en danger !</b></p>  <p>Il faut retourner sur le chantier, je n'ai plus que 5 jours d'arrêts de travail à prescrire d'ici la fin du mois.</p>

**A partir du 5 janvier, offensive médiatique sur les médias régionaux très bien relayés (voir site de MG France) et retours sur la manifestation du 10 janvier à Paris**

## 01 – Ain

\* Article Le Progrès - 6 janvier 2026 - Cécile Lecollier, présidente MG01 (en accès abonnés)

\* Interview RCF Pays de L'Ain – matinale du 7 janvier 2026, Cécile Lecollier, présidente MG01

## 03 – Allier

\* [Article La Montagne - 10 janvier 2026- Maxence Bouvier, membre du CD de MG France](#) - et d'autres adhérents du 03, l'article complet est en photo ci-dessous

\* Article [La Montagne](#) 07 janvier 2026 - On est médecins, pas voyous, Isabelle Domenech Bonet, trésorière MG France (en accès abonnés)

## 07 – Ardèche

\* Interview Ici Drome Ardeche 5 janvier 2026 7h45 - Cindy Bougeard Crouzet, secrétaire MG07

\* Dauphiné libéré 7 janvier 2026 : Cindy Bougeard Crouzet, secrétaire MG07 : voir ci-dessus !

\* Article Ardèche Hebdo - 8 janvier 2026 - Sylvain Bouquet, trésorier MG07 (pub ou accès abonnés)

\* [Ici Drome Ardèche 12 janvier 2026 - Il n'est jamais facile de faire grève - MSP de Ruoms](#) - Arnaud Zahnd adhérent MG07

\* Contact avec Fabrice Brun, député LR et l'assistant parlementaire d'Anne Ventalon, sénatrice LR

New : Test de lecture MG AURA

1°) Saurez-vous retrouver dans tous ces médias les deux cousins adhérents MGFrance ? Spoiler : ils n'exercent évidemment pas dans le même département !

2°) Combien de fois le stéthoscope et tensiomètre d'Anne Cécile Philibert (MG38) se retrouvent t'il sur les photos du Dauphiné Libéré ?

## 26 – Drôme

\* Rencontre Intersyndicale au CDOM26 – Communiqué de presse – Dr Karim Tabet, président MG26

\* Article Dauphiné Libéré 10 janvier 2026 : (voir ci-dessous)

<p style="text-align: center;"><b>GREVE NATIONALE DES MEDECINS COMMUNIQUE INTERSYNDICAL DES MEDECINS DROMOIS</b></p> <p>Mercredi soir, au siège du Conseil Départemental des Médecins de la Drôme se sont réunis les médecins libéraux du territoire et leur représentants syndicaux, toutes spécialités et tous secteurs confondus.</p> <p>A l'issue de cette rencontre ils renouvellent leur cri d'alerte sur les conséquences qu'aura, sur l'accès aux soins de nos concitoyens, la disparition de la médecine libérale et son remplacement par une médecine exclusivement sous contrôle administratif.</p> <p>Nous assistons depuis plusieurs années à des attaques répétées contre le système de soins dans son ensemble et contre la médecine libérale en particulier.</p> <p>La logique des différentes « réformes » proposées est essentiellement comptable et ne vise pas à l'amélioration de l'accès aux soins. Nos patients n'ont pas besoin que nous le leur disions, ils s'en rendent parfaitement compte dans leur quotidien.</p> <p>La stratégie : instaurer à un rythme soutenu de nouvelles mesures autoritaires et non négociées afin d'épuiser la profession, tout en divisant les différents acteurs du soin en les opposant les uns aux autres : public contre privé, secteur 1 contre secteur 2, infirmiers contre médecins et, pire que tout, en opposant les patients aux soignants.</p> <p>Les différentes mesures soumises actuellement à l'approbation des parlementaires participant à cette stratégie.</p> <p><b>Pour ne citer que les principales :</b></p> <p>La <b>Mise Sous Objectifs (MSO)</b> rendue obligatoire qui revient à attribuer à chaque médecin une prescription de nombre de jours d'arrêts de travail à ne pas dépasser... un quota.</p> <p>Aujourd'hui les arrêts de travail, demain les autres traitements...</p> <p>L'<b>obligation de renseigner le Dossier Médical Partagé</b> qui bien qu'écartée par le conseil constitutionnel comme « cavalier social » sera probablement réintroduit dans un autre texte.</p> <p>La <b>mise en place de mesures autoritaires de régulation des tarifs</b> qui en contournant les règles de la convention vont à l'encontre du principe même du dialogue conventionnel.</p> <p>La <b>mise en place de la 4<sup>ème</sup> année d'internat de médecine générale</b>, qui faute de garanties sur la qualité de l'encadrement pédagogique et sans crédits pour la financer ratera son objectif en contrignant les médecins généralistes juniors à exercer leur année professionnalisation en structure hospitalière plutôt qu'en médecine de ville.</p> <p>Dénoncer ces mesures et lutter contre leur mise en place n'est pas un combat corporatiste ! Certains syndicats de travailleurs s'en sont d'ailleurs bien rendu compte et soutiennent le mouvement des médecins. Nous appelons tous les autres à nous rejoindre dans la défense de l'accès aux soins de nos concitoyens en luttant contre ces mesures exclusivement comptables !</p> <p>Il s'agit aujourd'hui de préserver l'éthique et l'indépendance professionnelle que les médecins ont fait le serment de respecter dans l'intérêt de leurs patients.</p> <p>Dr Karim TABET MG 26</p> <p>Dr Isabelle TURQUIN/ Dr Jeanine AUNAVE-GLESNER CSMF</p> <p>Dr Daniel ZANTOUR/Ludovic BINCAZ Le Bloc</p> <p>Dr Valérie ROUX FMF</p> <p>Dr Olivier ROSSIGNOL UFML</p> <p>Communiqué intersyndical des médecins drômois</p>	<p style="text-align: center;"><b>“Une opposition contre les patients et les soignants” : dans la Drôme, les médecins libéraux ne décolèrent pas</b></p> <p>A.B. -</p>  <p>Les médecins libéraux sont en grève depuis lundi 5 janvier pour dix jours. Photo d'illustration Le DL /Benoit Lagneau</p> <p>Alors que les médecins libéraux ont débuté <a href="#">une grève</a>, à l'échelle nationale, lundi 5 janvier et que la ministre de la Santé, Stéphanie Rist, doit rencontrer les syndicats ce samedi, les médecins libéraux drômois ne décolèrent pas.</p> <p>Mercredi soir, ils étaient réunis, toutes spécialités et tous secteurs confondus, ainsi que leurs représentants syndicaux, au siège du conseil départemental des médecins de la Drôme. À l'issue de cette rencontre, ils indiquent renouveler « leur cri d'alerte sur les conséquences qu'auront, sur l'accès aux soins, la disparition de la médecine libérale et son remplacement par une médecine exclusivement sous contrôle administratif ».</p> <p><b>« Des attaques répétées contre la médecine libérale »</b></p> <p>Dans un communiqué signé par cinq médecins issus des différents syndicats (MG 26, CMSF, Le Bloc, FMF et UFML), le communiqué de presse dénonce des « attaques répétées contre le système de soins dans son ensemble et contre la médecine libérale en particulier ». Critiques envers les diverses réformes, dont la logique serait « essentiellement comptable », les professionnels de santé dénoncent la « stratégie » du gouvernement qui ne voudrait « qu'instaurer à un rythme soutenu de nouvelles mesures autoritaires et non négociées afin d'épuiser la profession, tout en divisant les différents acteurs du soin en les opposant les uns aux autres : public contre privé, secteur 1 contre secteur 2, infirmiers contre médecins ». Et, ajoutent-ils, « pire que tout, en opposant les patients aux soignants ».</p> <p>Les médecins libéraux déplorent plusieurs décisions comme la <b>Mise sous objectifs (MSO)</b>, rendue obligatoire et qui revient à attribuer à chaque médecin une prescription de nombre de jours d'arrêts de travail à ne pas dépasser. « Un quota », soupirent-ils, craignant l'élargissement de cette mesure à d'autres traitements.</p> <p>Autres griefs : l'<b>obligation de renseigner le dossier médical partagé</b>, la <b>mise en place de “mesures autoritaires de régulation des tarifs”</b> ou encore, la <b>mise en place de la 4<sup>e</sup> année d'internat de médecine générale</b>. Rappelons que cette grève est censée durer 10 jours.</p> <p>Dauphiné Libéré (26) – samedi 10 janvier</p>
---	---

## 38 – Isère

\* [Interview Ici Isère 5 janvier 2026 - 7h45 - Gaelle Lunardi, présidente MG38](#) et secrétaire MG AURA

\* [reportage video 5 janvier 2026 - Marie Bouvaist, secrétaire MG38, Anne Cécile Philibert, adhérente MG38](#) (et article 6 janvier ci-dessous) avec Marie Bouvaist, secrétaire MG38 et Anne Cécile Philibert, adhérente MG38

\* **Temps d'échange « Grève et Galette » au CDOM38** – vendredi 9 février, où la presse était conviée, et a pu rencontrer des médecins isérois en grève, un collègue hospitalier venu soutenir le mouvement, un directeur de clinique alertant sur la situation financière parfois précaire des cliniques

\* [JT 19 20 France 3 Alpes - vendredi 9 janvier - Magali Caillis et Florian Zahnd, adhérents MG38](#) - + reportage « Greve & Galette au CDOM38 » + reportage Plan Blanc CHUGA : debut 8mn 15, fin 13mn

\* **Article Dauphiné Libéré 12 janvier 2026** - Claire Delepoule, adhérente MG38 et médecin ciblée MSO en 2025 – ci-dessous

\* **Article Dauphiné Libéré 12 janvier 1026** – Greve : que faut il attendre cette semaine en Isère ? (ci-dessous)



## 42 – Loire

\* Article France 3 régions / France Info – 5 janvier 2026 - [L'arrêt de travail n'est pas un arrangement - Anne Plagnard Bouteille, présidente MG42 et présidente MGAURA](#)

\* Article Essor Loire – 8 janvier 2026 – Anne Plagnard Bouteille [ci-dessous](#)

### Loire. Grève des médecins : "Le généraliste est le bouc émissaire d'un système de santé souffrant"

Les mesures de la Loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026, adoptées le 16 décembre par l'Assemblée nationale ont mis en alerte le milieu médical. Le point dans la Loire.

Laurie JONOU le jeudi 08 janvier 2026



mesinfos

Depuis le 5 janvier, nombreux sont les médecins libéraux qui suivent ce mouvement de grève. Ce dernier devrait durer encore, puisque le 13 janvier, l'Assemblée nationale sera examiné en séance publique [le projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales](#).

#### Quel est le lien entre la médecine de ville et la fraude sociale ?

Anne Plagnard, médecin généraliste à La Ricamarie est également déléguée régionale Auvergne Rhône-Alpes du syndicat MG France, le premier syndicat en médecine générale. Elle explique : "le premier point qui motive notre mouvement de grève, ce sont les MSO, pour Mises sous objectifs. Pour résumer, certains médecins sont considérés comme de trop gros prescripteurs d'arrêts maladie. Ces derniers peuvent avoir des pénalités financières très élevées. Or, nous n'arrivons pas à obtenir les critères utilisés, autres que chiffres, qui font dire à l'assurance maladie que certains sont de trop gros prescripteurs. L'arrêt maladie fait partie de la prise en charge médicale. Il existe des territoires où il y a davantage de patients qui ont des métiers physiques et précaires."

#### A LIRE AUSSI

[Loire. Une densité médicale pas pire qu'ailleurs, mais attention !](#)

Pour Anne Plagnard "le médecin généraliste est le bouc émissaire d'un système de santé souffrant". Comme nombre de ses collègues, elle remarque les **questions déontologiques** que posent les nouvelles règles auxquelles sont confrontés les professionnels de santé "puisque l'indépendance professionnelle d'un médecin repose notamment sur le fait que rien ne doit influencer notre décision pour que le patient soit bien soigné. Et ensuite, on va s'attaquer à quoi ? Au nombre de bons de transport ?".

#### "Face à ces mesures, les médecins se sentent obligés et méprisés"

Une autre obligation que déplore le syndicat est relative au remplissage du **Dossier médical partagé**, sous peine de sanctions. Pour les médecins généralistes, une crainte subsiste : celle de la **garantie du secret médical** dans le temps.

"Face à ces mesures, les médecins se sentent obligés et méprisés. La vérification accrue de nos prescriptions qui est annoncée est vécue comme une attaque contre le métier lui-même. On ne peut pas miser sur un règlement économique et financier pour régler un problème structurel profond. Il faut revoir de fond en comble la gouvernance de la santé. Cela demande un temps long. Madame Rist ne réglera pas tout sur un temps court avec une loi de finance annoncée à la hussarde. Pour cela, il faut un débat apaisé. Il faut un cap clair pour que l'on puisse repenser le système de santé ensemble", clame **Sylvie Filley-Bernard**, médecin anesthésiste réanimateur, présidente de l'**Union régionale des professionnels de santé (URPS) Auvergne Rhône-Alpes** des Médecins libéraux.

Pour les professionnels de santé, le problème ne réside pas seulement dans la loi de finances, mais dans l'écosystème dans lequel ils évoluent : **manque d'attractivité** de la profession, difficulté de l'accès aux soins, vieillissement de la population, multiplication des maladies chroniques, **charges administratives de plus en plus lourdes** figurent en tête.

#### De fortes perturbations dans la Loire les 12, 13 et 14 janvier

"Dans la Loire et la région, les maisons médicales de garde semblent assurer la permanence de soin. Il y a des cabinets complètement fermés, et d'autres qui organisent collectivement l'offre de soins. La continuité des soins des patients habituels est globalement assurée", explique **Sylvie Filley-Bernard**.

Cette dernière indique de fortes perturbations les 12, 13 et 14 janvier, avec une **mobilisation des spécialistes**. "Des établissements seront complètement fermés. Je pense aux 90% des SOS mains qui se sont déclarés grévistes", abonde le médecin qui sera à Bruxelles, pour une mobilisation massive. Le 10, c'est à Paris que se retrouvent les grévistes.

## 43 – Haute Loire

\* Conférence de Presse MG 43 du 06 janvier 2026 – articles des médias régionaux

<https://www.zoomdici.fr/actualite/medecine-sous-pression-la-mg-43-denonce-une-logique-de-quotas>

[https://www.leveil.fr/puy-en-velay-43000/actualites/pourquoi-certains-medecins-generalistes-de-haute-loire-pourraient-fermer-leur-cabinet-vendredi\\_14809224/](https://www.leveil.fr/puy-en-velay-43000/actualites/pourquoi-certains-medecins-generalistes-de-haute-loire-pourraient-fermer-leur-cabinet-vendredi_14809224/)

<https://www.leprogres.fr/politique/2026/01/07/les-medecins-generalistes-en-greve-appellent-a-la-fermeture-des-cabinets-vendredi>

## 63 – Puy de Dôme

\* Article La Montagne - 5 janvier 2026 - Sandrine Tautou, présidente MG63 (accès abonnés)

69 – Rhône

\* [BFM TV 9 janvier 2026 - Florence Lapica, secrétaire générale adjointe MG France](#) – La grève des médecins libéraux se poursuit

\* Conférence de Presse MG 69 le 9 janvier – Guylaine Ferré, présidente MG69, Quentin Del Valle, Agnès Laville, Florence Lapica, secrétaire générale adjointe MG France : article le Progrès ci dessous

\* Libération 8 janvier 2026 - Tribune « Pourquoi je fais grève », Dorothée Neveux, adhérente mG France et médecin ciblé MSO – ci-dessous

Samedi 10 janvier 2026

## Lyon

## « L'arrêt de travail, c'est un soin » : les généralistes refusent d'être soumis à des objectifs comptables



**Des membres du bureau du syndicat MG France du Rhône**  
**Florence Lapica, Guylaine Ferré (présidente), Quentin Del**  
**Valle et Agnès Laville.** Photo Sylvie Montaron

22



Des médecins manifestent à Pau, le 5 janvier. PHOTO QUENTIN TOP/HANS LUCAS

## Médecin généraliste, pourquoi je fais grève

Depuis le 5 janvier, les médecins libéraux sont en grève. Témoignage d'une praticienne qui refuse de voir l'ensemble de son activité limitée par des objectifs comptables, une mise sous

veut généraliser.

des prescriptions d'arrêts de travail avaient été jugées «excessives», non pas après étude des dossiers médicaux de mes patients, mais sur la base de statistiques. J'ai tenté d'expliquer ma pratique, non standard en raison de mes compétences spécifiques (je suis aussi psychotérapeute), et donc celles de ma patiente: fragile, parfois précarisée, exposée à des conditions de travail dégradées. Rien n'y a fait. On m'a demandé de réduire mes prescriptions: il a été menacé d'une mise sous objectifs (MSO). J'ignorais alors l'existence de la MSO, introduite dans la loi depuis 2004. Elle impose au médecin concerné de baisser d'environ 20 à 30 % sa prescription d'arrêts de travail sur une période de six mois environ. S'il n'y parvient pas, il est obligé de payer

analyse des dossiers médicaux des patients, ni prise en compte de la réalité du terrain. En cas de refus de la MSO, la tension est la mise sous accord préalable (MSAP): chaque arrêt doit alors être réglé à l'accord de la Sécurité sociale. Cette sécurité (la MSAP) est inutile et vexatoire en pratique, les arrêts sont validés par médecins-conseils en nombre suffisant. Mais elle est aussi chronophage, culpabilisante, humiliante et vient à placer le médecin dans un contrepartie permanent. Suite à la convocation, j'ai exercé sous la menace permanente de la MSO, j'avais l'impression d'avoir une épée de Damoclès au-dessus de la tête, à chaque prescription d'antécédent.

travail : soit je préservais l'arrêt que nécessitait l'état de santé de mes patients et me mettais moi-même en danger, ou je prescrivais pas et mettais en danger mon patient.

sur des durées plus courtes, en revoyant des patients tous les 15 jours au lieu d'un mois pour des motifs qui nécessitaient des arrêts de plusieurs mois (ce qui a coûté donc deux fois plus cher à la Sécurité sociale). À cette époque, la Sécurité sociale comptabilisait le nombre de journées d'arrêt prescrit par l'assuré, mais pas les arrêts de l'assuré. J'ai alors demandé à mes patients à des médecins spécialisés en espérant que ceux-ci prolongent ou même les arrêts de travail des patients. Parfois, face au refus de certains spécialistes, des patients revenaient me voir ; ce dont conta à la société trois consultations au lieu d'un : deux consultations avec

moi, une avec un médecin spécialiste. J'ai fini par recevoir le fameux courrier j'aurais dû faire passer mes prescriptions d'arrêt. J'ai éprouvé un soulagement ponctuel et une grande amertume: tout pouvait recommencer... Depuis trois ans, j'exerce sous pression. Je ne suis pas à l'abri d'être à nouveau ciblée comme supréscription. J'ai envie

ne sais pas à l'avoir été à nouveau  
ébliée comme suprascriptrice. J'ai

par  
**DOROTHÉE NEVEUX**

Le principal motif de mécontentement des médecins généralistes, appelés à se mettre en grève sur la période du 5 au 15 janvier, reste la "mise sous objectif" (MSO) qui vise les médecins considérés comme gros prescripteurs d'arrêts de travail par l'Assurance maladie.

**S'** il reste difficile d'évaluer l'ampleur du mouvement de grève, lancé lundi 5 janvier pour dix jours, la colère ne retombe pas chez les médecins libéraux. Chez les médecins généralistes, elle est principalement due à la "mise sous objectif" (MSO). Cette mesure vise des médecins que l'Assurance maladie juge trop prescripteurs d'arrêts maladiés, « mais selon des critères purement statistiques » et qui démeurent obscurs, dénoncent les syndicats de médecins dont le syndicat MG France.

Les médecins faisant l'objet d'une MSO doivent réduire leurs prescriptions de 20 à 30 % sur six mois, sous peine d'une pénalité pouvant aller jusqu'à 15 000 €. « Un objectif difficilement atteignable puisque ces arrêts sont justifiés », souligne la Dr Guylaine Ferré, présidente de MG France du Rhône.

« Nous sommes considérés comme des fraudeurs ! »

C'est pourquoi les syndicats conseillaient aux médecins visés par une MSO d'opter pour une MSAP ("mise sous accord préalable") évitant les objectifs et les pénalités financières.

Cependant, la loi sur les fraudes sociales et fiscales, qui doit être votée mardi 13 janvier, supprime cette option, rendant obligatoire la MSO. « C'est la pre-

mière fois que nous sommes considérés comme des fraudeurs ! », dénoncent les médecins généralistes qui ne veulent pas payer pour les dysfonctionnements des entreprises et de la société.

« Dans le secteur de Givors où j'exerce, les arrêts sont longs car les métiers sont pénibles et qu'il existe des problématiques psychosociales », souligne Guylaine Ferré. Sur les dix médecins généralistes de cette maison de santé, quatre ont été visés par une MSO au cours des deux dernières campagnes.

## « On s'est transformés en DRH »

« Parfois, on doit prolonger un arrêt de travail parce que les délais pour avoir un examen ou un rendez-vous chez un spécialistes sont très longs. Ou parce que l'entreprise n'a pas respecté les délais légaux pour une procédure d'invalidité ou de rupture conventionnelle », précise le Dr Quentin Del Valle. « On s'est transformé en DRH sans le vouloir ! », déplore la Dr Agnès Laville. « Nous sommes confrontés à une injonction paradoxale : nous sommes là pour aider les gens mais nous sommes privés de quelque chose qui peut les aider sur le plan de la santé. Comment on va réussir à dire au patient qu'on ne peut pas lui faire un arrêt de travail pour de mauvaises raisons ? Comment je vais faire pour le soigner après ? », interroge la Dr Léa Astyl. « L'arrêt de travail, c'est un soin », rappelle Guyalaine Ferré qui ira manifester à Paris ce samedi avec une dizaine de collègues du Rhône.

Article Le Progrès - 10 janvier 2026

Tribune Libération, 8 janvier 2026

## 73 – Savoie

\* Manifestation devant la CPAM 73 vendredi 9 janvier

# LE DAUPHINE libéré

Chambéry - Aix-les-Bains | 72A  
Samedi 10 janvier 2021

1,60 €

## Votre région

Chambéry

### Les médecins libéraux en grève ont protesté devant l'Assurance maladie

Une cinquantaine de blouses blanches ont fait valoir leurs revendications devant le siège de l'Assurance maladie de la Savoie à Chambéry. Photo Le DL/G.I.

**U**ne cinquantaine de blouses blanches se sont mobilisées vendredi 9 janvier devant le siège de la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de la Savoie à Chambéry pour dénoncer des choix « politiques qui les pèsent ». « Notre mobilisation n'est pas une conférence, c'est une alerte sur une politique de santé planifiée par des élus et des administrateurs avec un impact direct sur la santé des patients et la qualité de leur accès. Nous ne sommes pas pour la suppression de régies mais leur caractère imposé, déconnecté de la réalité médicale », assure le docteur Mikael

Golosetti, président délégué syndical de l'Ordre des médecins, soutenu par le docteur Marc Barthez, ORL à Chambéry, représentant pour Savoie et Haute-Savoie de la Fédération des médecins de France (FMF). « La colère est forte et monte », assure le docteur Juppi. C'est à ce moment-là que le budget de la Sécurité sociale n'est plus pris par les préteures socialistes. La convention négociée avec la CPAM de la Savoie sociale est donc, insipide, parce que les lois sont toujours au-dessus des conventions. »

**Vers une structure totale des blocs opérateurs des cliniques ce week-end**

Les médecins libéraux ont entendu lundi 5 janvier une grève de 10 jours, pour dénoncer pas le principe de régies mais leur caractère imposé, déconnecté de la réalité médicale », assure le docteur Mikael

Golosetti, président délégué syndical de l'Ordre des médecins, soutenu par le docteur Marc Barthez, ORL à Chambéry, représentant pour Savoie et Haute-Savoie de la Fédération des médecins de France (FMF). « La colère est forte et monte », assure le docteur Juppi. C'est à ce moment-là que le budget de la Sécurité sociale n'est plus pris par les préteures socialistes. La convention négociée avec la CPAM de la Savoie sociale est donc, insipide, parce que les lois sont toujours au-dessus des conventions. »

**Vers une structure totale des blocs opérateurs des cliniques ce week-end**

« Le mécanisme est simple : on crée des blocs, on privilie-  
se et on accorde des autorisations.  
Avec ces mesures, notre éthique professionnelle,  
notre éthique de l'individu, nos fondements,  
» concluent les deux responsables syndicaux.

•G.Z.

### Les MG Savoyards devant la CPAM73

\* Article Dauphiné Libéré – Samedi 10 janvier – Mickael Golosetti, président MG73 (ci-dessus)

\* Interview Ici Pays de Savoie – Mardi 13 janvier – Mickaël Golosetti, président MG 73

## 74 – Haute Savoie

- \* Article Radio Mont Blanc - 5 janvier 2025 <https://radiomontblanc.fr/article/haute-savoie-tres-peu-de-medecins-generalistes-a-cause-de-la-greve-qui-debute-ce-lundi-54864> - Daniele Chappuis, présidente MG74
- \* Brève Le Dauphiné 10 janvier 2026 : <https://www.ledauphine.com/social/2026/01/10/greve-des-medecins-une-vingtaine-de-praticiens-manifestent-a-paris-ce-samedi>

## AU TOTAL :

La mobilisation des bureaux départementaux et de nombreux adhérents a permis de faire passer nos messages essentiels : **Stop au climat de défiance – Pas de médecine des quotas – Pas de contournement du dialogue conventionnel - Abandon de la MSO, véritable management toxique de la CNAM – Ne dégoutez pas les jeunes ! Ceci afin de favoriser l'essentiel : Accès aux soins de qualité pour tous !**

Les médecins généralistes ont montré qu'ils restent un **pilier incontournable du système de santé français**, et qu'ils veulent être **force de propositions, pas être contraints** !

Le projet de loi MSO a été retiré de l'agenda parlementaire, il ne sera donc pas soumis au vote ce 13 janvier comme prévu. La ministre de la santé est dans l'incapacité de proposer quoi que ce soit, ne disposant pas d'une majorité du fait de l'instabilité politique. Nous restons très vigilants sur ce véritable chiffon rouge qu'est la MSO et le bureau national comme vos bureaux départementaux continuent de rencontrer l'ensemble des parlementaires pour les alerter sur ce sujet. **Merci à tous pour votre mobilisation et votre implication !**

Pour les responsables départementaux d'Auvergne Rhône Alpes

Pour l'album de famille : 10 janvier 2026 – Manifestation à Paris avec une grosse délégation AURA !



Reportage photo de la manifestation vue de l'Isère



TGV de Grenoble départ 7h47 - wagon des MG  
A 9h le chef de bord demande l'assistance d'un médecin ....



... à 9h05 nous sommes donc près de 50 dans la voiture bar pour s'occuper du patient (pris en charge bien sûr par l'experte du 1<sup>er</sup> recours, la MG !! )



Le concours de pancartes est ouvert :





C'était une très belle journée  
Merci à tous les participants  
venus courageusement braver  
le froid parisien !

